



Ferron ne vote pas ADQ, p.4



Iniquités du Grand Nord au Sud, p.5



300: qui sont les barbares?, p.7

Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 10 • n° 07 Avril 2007 3,50\$

ÉLECTIONS QUÉBEC 2007

Les vrais résultats



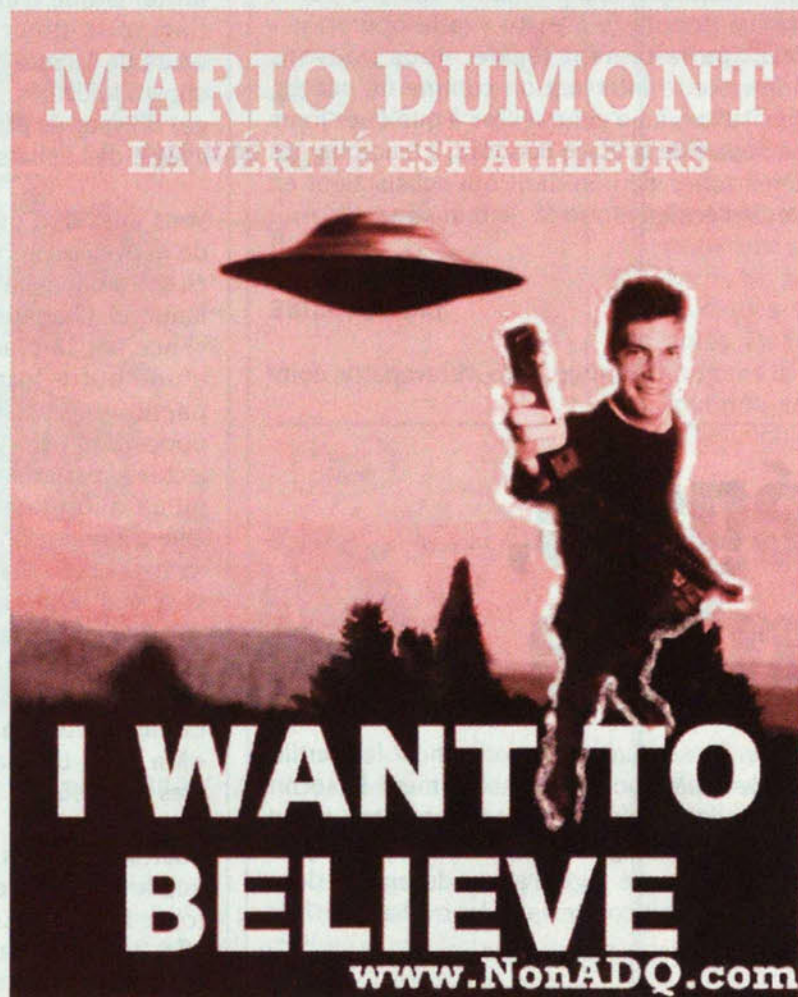
AVANT DE DÉPRIMER COMPLÈTEMENT devant la vague de néo-conservatisme, voire de néo-créditisme qui vient de déferler sur le Québec, mettons les chiffres en perspective. Qui sont les vrais gagnants?

- Abstentions 29%**
- Libéraux 23% (33% de 71%)**
- Adéquistes 22% (31% de 71%)**
- Péquistes 21% (28% de 71%)**
- Verts 3% (4% de 71%)**
- Solidaires 3% (4% de 71%)**

Le taux de participation, selon les chiffres préliminaires disponibles, aurait été de 71%. Par le fait même, le taux d'abstention a donc été de 29%. Or il s'agit d'un véritable 29% par rapport aux citoyens ayant droit de vote. Si on met en perspective les résultats du vote par rapport à l'ensemble de cet électoral, plutôt que par rapport au suffrage exprimé, on s'aperçoit rapidement que les abstentionnistes sont au premier rang avant les libéraux.



Sept députés des tiers partis auraient pu être élus à la proportionnelle.



la plus positive et la plus souhaitable à mon avis, ce serait la fin du bi-partisme et la venue prochaine du scrutin proportionnel et des gouvernements de coalitions. Pour avoir un parlement vraiment représentatif de la population, le vote d'hier aurait dû permettre l'élection de 7 députés verts ou solidaires. Hier soir, Dumont a été le seul chef à souligner la contribution de ces 2 tiers-partis à la campagne électorale. Va-t-il continuer à proposer des modifications au mode de scrutin ou faire comme le PQ et le PLQ et s'écraser, maintenant que c'est à son tour de profiter du système actuel?

Un autre point important sur lequel réfléchir du côté de la gauche. Comment ça se fait que le parti vert refuse de s'entendre avec Québec Solidaire pour au moins ne pas s'opposer dans certains comtés? On aurait pu au moins aller chercher 2 ou 3 élus si les verts avaient été moins individualistes et bornés.

RAPPORTEUR ZIRCONA

Source: http://www.latribuduverbe.com/archives/2007/03/les_vrais_resultats.html#009049

Sourire jaune

Les producteurs de dentifrice retirent leur support à A. Boisclair.

Réveil

Après avoir rêvé du pouvoir, Dumont se réveille avec son équipe.

Sueurs

Prisonniers des dernières urnes, Houdini Charest se tire lui-même d'un chapeau.

ÉLECTIONS QUÉBEC 2007

On n'achète pas les Québécois

L'ÉTRANGE COUPLE CIRCONSTANTIEL HARPER-CHAREST en a fait la démonstration: les Québécois ne sont pas à vendre. C'est en vain que les deux premiers ministres ont fait valser les milliards. Seul Mario Dumont a tiré son épingle du jeu.

Il y a là, de toute évidence, un glissement à droite, une montée du populisme, en écho à ce qui se passe en France, avec Sarkozy qui double Ségolène Royal en exploitant l'insécurité. Mais il y a aussi le rejet d'une autre droite, celle qui est servilement fédéraliste, sous la houlette de Charest. Ce rejet ne s'accompagne pas d'un redressement souverainiste, le Parti québécois mordant lui aussi la poussière.

Une certaine dose de démagogie a marqué la campagne, par exemple

celle qui s'est appuyée sur le «conflit» Montréal-régions. Ce n'est pas en attisant les braises qu'on va jeter des passerelles. Démagogie encore à propos de la «classe moyenne» qu'on se garde bien de définir. Selon la définition classique, cette classe est vraisemblablement la plus heureuse au Québec, plus heureuse que les pauvres, privés de l'essentiel, et que les riches, inquiets des sursauts de la Bourse.

S'apitoyer sur la classe moyenne, c'est masquer le vrai problème qui est la pauvreté, la croissance de l'écart entre riches et pauvres. On insère dans le programme du parti, n'importe lequel, une phrase pieuse et mièvre sur la lutte à la pauvreté, mais on n'en parle plus, sauf madame David et monsieur Khadir.

Pour trouver dans notre histoire un gouvernement minoritaire, il faut remonter de plus d'un siècle. Le «coup d'État» de Letellier de Saint-Just n'a guère de pertinence dans le contexte actuel. On n'imagine pas madame Thibault, lieutenant-gouverneur, chassant le premier ministre.

Le Parti québécois essuie un recul (cinq points de pourcentage de moins qu'en 2003, à comparer aux quatorze points perdus par le Parti libéral), mais certains de ses nouveaux élus, notamment Lisette Lapointe, Pierre Curzi et Bernard Drainville, apporteront une certaine fraîcheur aux palabres du «salon bleu».

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Édito 3: Vous!

Le magazine *Time*, il y a quelques mois, avait fait de vous («You!») sa personnalité de l'année 2006 pour souligner la participation citoyenne sur Internet. Il avait du même souffle renié un sondage maison qui accordait à Hugo Chavez le titre tant convoité, prétextant que les sondages répondus par des internautes n'ont pas vraiment de valeur. Trouvez l'erreur...

AU COUAC, ON ASPIRE À UN PEU PLUS DE COHÉRENCE. Par conséquent, si l'on titre ce troisième édito «Vous!», c'est qu'on est bel et bien ouvert à votre implication dans notre journal. Voilà donc le message que l'on aimerait vous envoyer ce mois-ci: loin d'être un cercle fermé d'initiés, *Le Couac* recherche constamment de nouveaux collaborateurs. Et comme on nous reproche parfois d'être un journal majoritairement de gars, on recherche donc encore plus des collaboratrices!

Cet appel s'inscrit comme vous le savez dans une démarche plus large de dialogue avec nos lecteurs, démarche amorcée il y a deux mois en vous demandant d'abonner une autre personne au *Couac*. L'idée était de nous décoller un peu de la gorge un couteau qui nous empêche depuis dix ans d'avoir, comment dire, une bonne respiration financière... Le couteau s'est éloigné un peu grâce à plusieurs d'entre vous et on aimerait bien éventuellement le voir sortir pour de bon de notre champ de vision...

Après donc avoir rompu dix ans de silence éditorial, on remettrait ça le mois dernier en vous expliquant pourquoi on lâchait notre grosse compagnie qui faisait la distribution du journal en kiosque pour un plus petit distributeur indépendant. Tannés d'être traités comme un «produit» dans un «marché» pour des «clients»...

Et ce mois-ci, nous tendons la main non pas à nos clients, mais bien à nos lectrices et lecteurs, pour qu'ils deviennent des collaborateurs. Mais collaborer à quoi au juste? À absolument tout ce que nécessite la production d'un journal: l'écriture d'article et de brèves, bien entendu, mais aussi la lecture critique des textes en réunion, les corrections et le suivi sur les textes sélectionnés, le montage et la mise en page, les illustrations et caricatures, la correction des épreuves avant l'envoi à l'imprimeur, etc.

Plus largement, on a aussi un site web à mettre à jour chaque mois, des abonnés à relancer quand leur abonnement vient à échéance, des pubs à trouver et à facturer, des kiosques à tenir dans des événements, des journaux à vendre à la criée par un beau soir d'été sur une rue achalandée...

Et puis, il y a tout ce qu'on n'a pas parce qu'on n'y pense tout simplement pas et que vous pourriez nous proposer. Des idées de reportage, de diffusion, de promotion, *name it*, c'est vous qui savez! Et pas besoin d'écrire une lettre recommandée en trois copies pour nous faire part de vos idées, juste un petit email au info@lecouac.org ou un coup de téléphone au 514 596-1017 à notre «bureau virtuel» et le tour est joué!

À partir de là, on fonctionne comme on l'a toujours fait au *Couac*, avec les nouvelles idées et les nouveaux textes. On les propose simplement au collectif à la réunion, on en discute, et si on aime, on prend. Sinon, ben on est pas plus mauvais amis qu'avant, et on remet ça, c'est tout. Et si on adopte une suggestion ou qu'on publie un texte venant d'une nouvelle personne, celle-ci est la bienvenue à la réunion suivante.

Mais attention, à partir de là, le danger croît avec l'usage, et combien de membres assidus du collectif sont ainsi «venus faire un tour» innocemment il y a plusieurs années de cela et ont depuis sombré dans l'enfer du crack... euh, je veux dire du *Couac*.

Le mois prochain, l'édito traitera de convergence médiatique. Pas celle de PKP et de ses grands médiocres, mais bien celle qu'envisage votre canard préféré avec deux autres médias indépendants tout aussi mordants! Lesquels? C'est ce que vous saurez en lisant notre prochain numéro.

Deux indices, néanmoins, pour vous mettre l'eau à la bouche: il s'agit d'une «radio poubelle de gauche» et d'un site web qui vous implore de «financer la violence pour qu'elle ne soit plus gratuite»... Bref, ça ne sera pas triste.

L'ÉQUIPE DU COUAC



Une maman et un papy arrêtés La Préfecture de Police de Paris démantèle un important réseau d'immigration clandestine

LUNDI 19 MARS, EN FIN DE JOURNÉE, la police s'est vaillamment attaquée à la plus grave menace à laquelle est confrontée notre Brave Patrie (juste devant Al-Qaïda, le réchauffement climatique et le fondamentalisme centriste): les petits enfants basanés qui squattent les cantines de nos écoles. Plutôt que de matraquer nos chères petites têtes brunes, les forces de l'ordre ont agi avec subtilité et ont attaqué le mal à sa racine: leurs parents, qui les hébergent illégalement.

C'est ainsi que plusieurs interventions ont eu lieu devant une école maternelle du quartier parisien de Belleville à l'heure de la sortie. Malgré l'attitude hostile de la foule, qui les menaçait avec des poussettes chargées jusqu'à la gueule de bambins bruyants, les policiers ont agi avec sang froid en aspergeant les contestataires de gaz lacrymogènes, avant d'embarquer une mère de famille à l'aspect menaçant.

Malheureusement submergés par une marée menaçante de jeunes mamans, les fonctionnaires de police ont dû relâcher cette femme. Grand bien

leur en a pris, puisqu'ils ont subséquentement localisé, assiégé et finalement interpellé un individu bien plus dangereux: un papy qui attendait dans un café du quartier que ses deux petits-enfants sortent de leurs écoles respectives.

L'individu a par la suite été emmené dans un commissariat du 11^e arrondissement, où l'on suppose que son identité française a été vérifiée selon les procédures en vigueur, c'est-à-dire la lecture à bout portant des annuaires des PTT.

Malgré l'enquiquinant problème soulevé par la résistance populaire à cette «rafle-opération» pourtant parfaitement légale, nous pouvons considérer cette intervention comme un succès. Nicolas Sarkozy aura enfin réussi, à quelques jours de son départ de la Place Beauvau, à éradiquer les dernières zones de non-droit qui subsistaient en France: les écoles. Bravo M. le ministre!

BRAVE PATRIE

Source: <http://bravepatrie.com/>

Même illégale, la loi perdure

LE 23 FÉVRIER DERNIER, la Cour suprême du Canada rendait enfin son jugement concernant les certificats de sécurité. Elle déclarait ainsi illégales certaines de ses dispositions, notamment le secret entourant les certificats puisque quiconque arrêté sous une telle procédure n'a présentement aucun accès à la preuve retenue contre lui. Qui plus est, son avocat se trouve également tenu à l'écart. À partir de là, il devient excessivement difficile de défendre un prévenu... Le juge n'a pas devant lui deux points de vue, mais un seul, ce qui empêche une audience équitable et contrevient donc à l'article 7 de la Charte des droits et libertés.

Le 23 février dernier, les certificats de sécurité ont donc, pour parler clairement, été déclarés illégaux. Et que fait-on quand quelque chose est illégal? Eh bien, on attend un an pour en débattre! Le gouvernement canadien dispose en effet de toute une année pour revoir sa loi.

Concrètement, même si le jugement de la cour suprême est sensé constituer une victoire, Charkaoui et Harkat sont toujours détenus à leur domicile avec un bracelet GPS et des autorisations de sortie extrêmement strictes. Jaballah et Mahjoub vont toujours aller rejoindre leur famille avec les mêmes conditions de «libération» que leurs compagnons d'infortune. Jusqu'à leur sortie, ils sont toujours dans des conditions de détention inacceptables contre lesquelles ils avaient entrepris une grève de la faim de plus de deux mois. Quand à Almrei, il demeure toujours incarcéré à la prison de Milhaven, devenant par là même un détenu de première classe puisque seul prisonnier d'un centre de détention tout neuf qui a coûté plus de 2 millions de dollars.

La prochaine fois qu'on vous arrêtera pour excès de vitesse, attroupement illégal ou possession de cannabis, demandez donc à la police un délai d'un an pour respecter la loi!

I.B.



L'autre campagne n'aura pas eu lieu

QUAND VOUS LIREZ CES LIGNES, on en aura enfin fini d'une campagne électorale d'une rare vacuité et on retournera à nos affaires, encore un peu plus dégoûtés de la chose politique, de ce monstre tentaculaire.

Dans la rue, comme sur les divers petits écrans, on aura eu droit *ad nauseam* au visage de plus en plus gras de Charest, à l'œil assassin de Dumont et au râtelier dentaire de Boisclair. La politique doit-elle nécessairement virer en un tel cirque d'affirmations à l'emporte-pièce et de concours de langue de bois? Les shows télévisés (au sens large) doivent-ils être le lieu privilégié des débats?

Vous allez dire qu'il n'y a rien de nouveau dans tout ça. Mais ce qui a été encore plus désolant que d'habitude, c'est l'absence sur la place publique d'une autre forme de campagne, une prise en charge oppositionnelle par les intellectuels, par exemple. Il a fallu qu'un quotidien québécois¹ aille à leur rencontre, les interroge, pour que l'on sache qu'ils sont majoritairement insatisfaits par le discours de la droite libérale. Mais alors, pourquoi ce désengagement? Comme dirait Daniel Boucher «Ma gang de malades, vous êtes donc où?»

Pourtant, ailleurs, on a refusé que le cirque électoral prenne toute la place. En France, en effet, un regroupement d'hommes et de femmes, plutôt de gauche, plutôt humanistes, a décidé de prendre les choses en main et de discuter des vrais enjeux de société, en marge de la guéguerre extrême droite/centre droite/pseudogauche. Ces citoyens prennent la parole très régulièrement que ce soit à l'écrit ou à l'oral. Qui sont-ils? Plus de 100 individus ou associations, des philosophes, des psychiatres, des militants, des profs, d'anciens résistants, des politistes, des

sociologues, des ethnologues, etc. Ils ont vu venir le beau sapin qu'on leur ressortait à chaque élection, décoré avec les mêmes guirlandes et ils se sont dit que cette fois-ci, ils ne le laisseraient pas passer. Le résultat? Un site (<http://www.lautrecampagne.org/>) très vivant et un livre² qui présente 80 propositions autour, par exemple, de la vente des armes, du droit d'asile, d'une alternative à l'OMC, d'une réforme du système de l'hébergement, de la propriété intellectuelle, de l'homoparentalité, etc.

Sur le site, on trouve plusieurs rubriques dont celle intitulée *Des idées pour réveiller la campagne*. Il s'agit d'une série de clips vidéos quotidiens diffusés également sur le site de *Libération*. La formule des vidéos est la même pour chaque intervenant faisant partie de *L'autre campagne*: 1) Regard personnel sur la campagne qui se joue en France; 2) Place du sujet qui intéresse l'intervenant dans les programmes des différents partis; 3) Idée originale pour faire avancer les choses sur le sujet choisi. Ça a l'air tout simple, tout bête, mais c'est autrement plus rafraîchissant que ce qu'on a vécu ici!

Nos intellectuels qui se sont tenus loin, loin, loin des débats pendant nos élections pourraient peut-être s'inspirer la prochaine fois de ce type d'engagement. Qui sait? Ça redonnerait peut-être le goût à de nombreux citoyens de confronter le monstre tentaculaire qui nous agresse aux quatre ans...

ISABELLE BAEZ

1. Louis Cornellier, «Les intellectuels rejettent le populisme adéquate et le conservatisme libéral» *Le Devoir*, 10 mars 2007
2. *L'autre campagne: 80 propositions à débattre d'urgence*, coordonné par Georges Debrégeas et Thomas Lacoste, La Découverte, Paris, 2007, 300 p. À souligner, la préface, signée Lucie et Raymond Aubrac

Michaëlle Jean fait de l'humour

En tournée de propagande en Afghanistan le 8 mars, journée internationale des femmes, Michael Jean s'est réjouie d'avoir rencontré le président Karzaï qui, comme elle, pense que les femmes sont importantes pour le développement du pays. Ce pays où, on le rappelle, la charia a encore force de loi, où des femmes sont lapidées légalement pour adultère et d'autres envoyées en prison pour avoir quitté le domicile de leur mari...

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: **Le Couac**

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: **Le Couac**.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone: (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au Couac? Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (max. 700 mots)/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: www.lecouac.org.

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
«Vice-président à l'information et éditeur adjoint»: David Ledoyen

Co-Rédacteurs en chef: Isabelle Baez, Bruno Dubuc, David Ledoyen, Simon Tremblay-Pepin

Collaborateurs: Claudio Albertani, Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Ulysse Bergeron, Claude G. Charron, Ève-Lyne Couturier, Denis Desjardins, Jean-Pierre Durand, Clôde de Guise, David Litvak, Brave Patrie, Michel Rioux, Patrice Roy, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse, Rapporteur Zircona.

Illustrations et photos: Bobidoche, Boris, Halim, Luc Giard, Serge Ferrand, Neves, Sherzzz, Valentin Tardi, Ramon Vitesse, www.nonadq.com.

Graphisme: France Mercier

Imprimé par: les travailleurs et travailleuses syndiqués-es de Payette et Simms inc.

Distribué par: Messageries de Presse Benjamin Inc.

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: (514) 596-1017
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

L'amour fou

Il m'arrive souvent de la raconter, celle-là.

C'EST L'HISTOIRE D'UN GARS QUI SQUATTE L'APPARTEMENT D'UN AMI DEPUIS DES ANNÉES. Non seulement il ne paie pas sa part du loyer mais, en plus, il ne cesse de quémander quelques dollars à gauche et à droite. Un quêteux. Paresseux comme pas un, il ne lève jamais le petit doigt pour se rendre utile. Tout lui est dû, semble-t-il. Pendant que l'autre s'éreinte à la job, le profiteuse passe ses journées allongé sur le divan du salon, à regarder la télé en calant une bière après l'autre. Ce type vit littéralement aux crochets de l'autre, qui a le fort sentiment de se faire

rappeler ce qui est arrivé quand le Québec a annoncé, à deux reprises, son intention de mettre fin à cette relation malsaine et débilitante entretenue depuis trop longtemps? Plutôt que de s'écrier: Bon débarras!, ce qui aurait été dans l'ordre normal des choses, le ROC, à chaque fois, s'est lancé dans une série d'opérations et de déclarations, ajoutant au chantage sur les emplois perdus et la catastrophe annoncée les plus brûlantes professions d'amour.

Trouver un politicien fédéraliste qui ne monte pas sur ses grands chevaux quand il entend seulement le mot référendum se révèle une quête impossible. Pourtant, ce sont ces



exploiter, surtout depuis le jour où le gars lui a piqué ses propres dentiers... Le prototype du BS canadien.

Or, il arrive qu'une bonne journée, le sans-cœur qui se fait vivre par l'autre annonce son intention de partir. Quiconque normalement constitué irait fêter ça en grand. Imaginez! Débarrassé pour de bon de ce parasite!

Mais non! Cette annonce provoque une cavalcade de déclarations d'amour plus échevelées les unes que les autres. Déclarations d'amour qui alternent avec les menaces les plus dures. «Tu vas crever si tu t'en vas! Tu pourras rien faire sans moi!», se fait dire le profiteuse.

C'est une histoire, bien sûr. Mais comme la réalité dépasse souvent la fiction, cette histoire est bien réelle. Elle raconte les relations entre le ROC (Rest of Canada) et le Québec.

Le ROC n'a eu de cesse de traiter le Québec de tous les noms, l'accusant de vivre à même les cadeaux du fédéral, avec de l'argent siphonné dans les économies des habitants des autres provinces canadiennes. C'est ce qu'a résumé le réputé journaliste torontois Jeffrey Simpson il y a quelques jours dans un article paru dans *La Presse*: «La plateforme de Mario Dumont représente le vieux rêve de Québec d'avoir le beurre et l'argent du beurre au sein du Canada.» Le dernier budget Harper en est la plus récente illustration.

En ayant toujours à l'esprit l'histoire racontée plus haut, faites maintenant l'effort de vous

mêmes politiciens qui insistent, lourdement et continuellement, sur les avantages du fédéralisme pour le Québec, un fédéralisme qu'on nous rentre dans la gorge chaque fois que l'occasion se présente. Hier encore, c'est un député libéral, un dénommé Gabias de Trois-Rivières, qui soutenait, sans que la honte ne l'étrangle, que c'est l'Alberta qui finançait les baisses d'impôt au Québec. Ma foi!

Ce qu'il faut comprendre dans leur discours, lequel n'emprunte même pas une tournure périphrasique, c'est que sans le fédéralisme, le Québec ferait dorénavant partie du tiers-monde, son économie battrait de l'aile pour finalement s'écrouler, la famine frapperait de plein fouet à Saint-Élie-de-Caxton et, comble de malheur, les vaches de Charlevoix, privées du foin fédéral, donneraient du lait en poudre...

Quand ils ne jouent pas au Bonhomme Sept-Heures, les fédéralistes se lancent dans des déclarations d'amour torrides, le sommet ayant été atteint lors de ce fameux love-in à Montréal deux jours avant le référendum de 1995.

Il faut en arriver à la seule conclusion qui s'impose: le ROC nous aime à mort!

À vrai dire, ce ne sont pas des économistes, des ingénieurs ou encore des sexologues dont a besoin le Canada. C'est des psychiatres qu'il lui faut.

MICHEL RIOUX

Une brutalité à deux vitesses

LE 8 MARS DERNIER, les médias et la population soulignaient la Journée internationale des femmes. Cette même journée, une manifestation organisée par la Coalition des Femmes de Diverses Origines s'est déroulée à Montréal en soirée. Les manifestants, hommes et femmes, ont marché paisiblement du métro Berri-Uqam en direction du carré Philip, au coin des rues Ste-Catherine et Union où se sont tenus des discours sur la situation des femmes, ici et ailleurs.

Parmi les manifestants se tenait Jaggi Singh, un militant qui n'a jamais été reconnu coupable de quoi que ce soit, malgré le harcèlement policier dont il est victime depuis 2001. Les policiers tenaient en monsieur Singh une belle raison de faire dégénérer la manifestation puisqu'ils l'ont une fois de plus brutalement arrêté. Lors de son arrestation, deux policiers ont allègrement tabassé des femmes qui se tenaient là puisque, rappelons-nous, c'était la Journée internationale des femmes. À coup de poings au visage et de matraques dans les côtes, les policiers de Montréal ont montré aux femmes présentes tout le respect qu'ils avaient pour elles.

Une trace de cette rage policière dans les médias le lendemain? Nenni. On a mentionné l'arrestation de Jaggi Singh. Ça, oui.

Le 15 mars 2007, se tenait une autre manifestation, celle qui est organisée chaque année contre la brutalité policière. Comme toujours, les policiers ont eu la joie de procéder à des arrestations. Quelques mineurs ont brisé quelques vitrines et vandalisé des autos. De cela, la population a été très bien informée. L'image est toujours la même: des extrémistes armés saisissant les rues pour tout détruire sur leur passage. C'est là un beau sable où plonger sa tête lorsqu'on préfère jouer à l'autruche...

Ces manifestations et leur traitement médiatique soulèvent plusieurs questions: doit-on accepter une brutalité à deux vitesses? Une vitrine ou une automobile ont-elles plus de valeur qu'une femme? Un citoyen ou une citoyenne qui descend pacifiquement dans la rue pour faire son devoir perd-il à l'instant tous ses droits? Les policiers de Montréal peuvent-ils impunément frapper qui bon leur semble?

Alors que la lumière est loin d'avoir été faite sur la mort de Mohamed Bennis en décembre 2005, les médias restent complices d'une violence inacceptable dont le seul message est le suivant: citoyens, citoyennes, restez donc chez vous si vous ne voulez pas finir ensanglantés sous les coups des matraques ou des balles.

Et M Lafrenière, du SPVM de souligner, à propos de la manifestation contre la brutalité policière du 15 mars: «C'est malheureux, ça fait partie du 3 % à 5 % de manifestations où il y a des arrestations». Je serais curieuse de connaître le pourcentage des manifestations où des citoyens et des citoyennes voulant s'exprimer ont été victimes de violence de la part des services de police. L'imagine qu'aucune statistique n'est disponible à ce sujet...

ISABELLE BAEZ

LA POLICE VOUS PARLE!



Un débat des chefs à l'image du Québec... scindé en deux!

Le mouton noir de la télévision, TQS, s'est aussi fait le mouton noir de la délibération, en invitant Françoise David et Scott McKay à débattre à deux de ce que les chefs de partis représentés au Parlement avaient à dire, ou à omettre, au débat des moutons blancs-blancs moutons.

CETTE ILLUSTRATION, ON NE POURRAIT PLUS CLAIRE, de la dissociation entre le sociétal et le politique, entre la société réelle et les institutions politiques, marque tout de même un progrès, dans la reconnaissance du fait, qu'au Québec, il y a un problème, et ce problème, c'est la démocratie.

La campagne de signatures de la pétition «Débat pour tous» illustre bien cette réalité. Voilà qu'en quelques jours, une pétition électronique obtient 25 000 signatures, et que cette pétition demande que les partis non représentés au Parlement, mais qui représentent quand même quelques 10-15% de la population, puissent participer d'égal à égal au débat. Mais le déni de démocratie, ce délit à l'intelligence la plus élémentaire, a pour complice les médias. Le consortium refuse d'accéder à la demande et se propose d'étudier la question après le débat.

Bon, il faut dire qu'ils ont une règle, celle voulant qu'il soit nécessaire d'être représenté à la Chambre

pour pouvoir être représenté au débat des chefs. Sont-ils donc complices, comme on vient de le mentionner, ou à cheval entre la réalité institutionnelle du scrutin uninominal à un tour qui régit la représentation politique et la réalité sociétale, sociologique, celle qui dit que si 10-15% de votants veulent voter pour ces formations, ils devraient avoir une représentation, un droit de parole, pour tenter de convaincre les électeurs que leurs solutions sont aussi valides?

Il est difficile, à vrai dire, de leur faire un si dur procès d'intention, bien que l'intelligence la plus élémentaire commande d'accorder un droit de parole à ces partis, la logique institutionnelle, elle, en dit autrement. Et si cette logique contrevenait à l'intelligence la plus élémentaire, si par exemple, le mode de scrutin entraînait des renversements occasionnels de la volonté populaire, l'éviction de la compétition politique garante de la démocratie et la gouverne à parti unique n'ayant pas la majorité des suffrages, alors là, faudrait-il s'y opposer? Il n'y a pas de doute que oui.

Faudrait-il demander aux partis de changer le mode de scrutin? Il n'y a pas de doute que non. Car ce serait demander aux partis du jeu politique d'être juge des règles politiques. En revanche, il est légitime et conséquent de leur demander de mettre sur pied une Assemblée citoyenne sur la réforme du mode de

scrutin au Québec. C'est la voie de réforme qu'ont suivi la Colombie-Britannique et l'Ontario.

Cette idée est aussi originale qu'efficace. Des citoyens sélectionnés aléatoirement au sein de la population sont conviés à former une Assemblée citoyenne pour débattre et provoquer le débat au sein de la société sur la réforme éventuelle du mode de scrutin, et s'il y a lieu, sur les modalités de cette réforme. L'Assemblée en vient à proposer une question référendaire, une proposition de nouveau mode de scrutin, et la soumet au peuple, par voie référendaire. C'est donc un organe issu et à l'image du peuple, de la société québécoise, et sa proposition revient au peuple, pour que celui-ci puisse décider de suivre ou non la proposition de l'Assemblée.

La solution est donc un débat sur la représentation, car c'est ce problème, celui de la non représentation et de la sous-représentation en Chambre, est à l'origine du dilemme des médias, entre accorder une place aux chefs du PVQ et de QS, ou simplement... remettre la question à plus tard. Ce n'est pas plus tard qu'il faut résoudre cette question, c'est autrement, en s'attaquant à la source du problème, qui est le mode de scrutin non proportionnel aux voix exprimées lors de l'élection. La solution: une Assemblée citoyenne pour la réforme du mode de scrutin au Québec.

DAVID LITVAK

Campagne pour une Assemblée citoyenne sur la réforme du mode de scrutin au Québec

Site web et pétition: www.assemblee-citoyenne.qc.ca

Lettre à VLB

Jacques Ferron ne vote pas ADQ!

À L'ANTENNE DU 98,5 FM ET DANS LE DEVOIR RÉCÉMENT, Victor-Lévy Beaulieu persiste et signe quant à son soutien à l'ADQ de Super Mariolle. Comme chez tout grand écrivain, il y a parfois du pire et du meilleur. À coup sûr cette fois-ci, VLB atteint le fond du tonneau (je me demande même s'il n'est pas en train de le percer pour descendre plus creux, outre-tonneau). Il tire sur tout ce qui bouge (bien sûr à l'exception de l'ADQ pour laquelle il craque comme un ado boutonnable devant une poupée gonflable en disant que tous (hormis les « purs » adéquistes qui résistent au péché... comme des diables dans l'eau bénite?) font preuve d'électorisme, que tous sont également montréalais et se foutent comme de l'an quarante des régions. Quelle foi manichéenne! Quel aveuglement... vite, amis de Mira, allez à la

rescousse de VLB, sa vue baisse à vue d'œil.

Allons donc, VLB, quand tu salues les nouveaux autonomistes (façon qu'a trouvée Mario Dumont pour ne pas se mouiller sur la question nationale, pour cacher son jeu jusqu'à la Saint-Glinglin), en disant qu'ils ne sont pas des deus de pique (ce qui est vrai pour probablement la majorité... mais cela vaut, tant qu'à faire, tout aussi bien pour l'ensemble des partis politiques du Québec et à l'Est du Rio Grande), tu te réfères aux journaux régionaux. Je crois que tu devrais davantage aller sur le terrain, tu rencontrerais aussi des dizaines de candidats péquistes qui ne correspondent pas à l'image que tu te fais d'eux ou que tu souhaiterais qu'on se fasse d'eux. Tu dis un tas de menteries et de niaiseries quand tu laisses entendre que le P.Q. serait contre les régions ou ne s'en soucierait pas, et tu fais

alors preuve de mépris à l'endroit des militants de ce même parti, actifs auprès de leur communauté.

Même si je n'ai pas toujours été avec le P.Q. comme maintenant avec le candidat Jean-Claude St-André dans l'Assomption, ayant trop longtemps erré dans la gauche groupusculaire (après tout, personne n'est parfait comme Mononque Dumont), laissez-moi te dire que c'est dans le P.Q. et chez ses sympathisants que j'ai rencontré le plus grand nombre de gens fiers de leur être identitaire, mais cet être identitaire n'était pas anonyme ou neutre, ni coincé entre les deux oreilles, mais québécois, provenant autant des régions que des grandes villes, ouverts aux autres cultures mais aussi connaissant et fiers de notre culture québécoise, celle des Gaston Miron, des Yves Beauchemin, des Dany Laferrière, des Marie Laberge, des jeunes écrivains issus de

Zinc et d'ailleurs, et même de toi VLB (d'ailleurs celui qui t'écrit présentement confesse qu'il est allé trois fois aux Trois-Pistoles le même été 2004, pour une de tes pièces de théâtre qui y était présentée et pour y faire provision de tes œuvres complètes).

Maintenant, VLB, ouvre tes portes de grange un instant et saisis en cet instant, si tu en es capable, que la question de l'indépendance est bien davantage que le simple fait d'apposer une croix dans l'isoloir... c'est un combat entrepris depuis bien avant la Belle Lurette (comme dirait le conteur de Saint-Élie-de-Caxton, Fred Pellerin), qui remonte aussi loin sinon davantage qu'à l'époque des Patriotes et de Ludger Duvernay... ce n'est pas un parti (P.Q. ou un autre) qui, au bout du compte, la réalisera, ni même un sauveur des temps modernes, mais le peuple québécois dans son ensemble. Pas plus que la littérature québé-

coise est le fait d'un seul écrivain, la libération d'un peuple ne tient pas dans l'élection d'un seul chef, fusse-t-il Parizeau, Boisclair ou un autre. Ne sois pas dupe, opportuniste et populiste – constipé et assis le cul entre deux chaises – comme Mononque Dumont. Sors de ta cabane aux Trois-Pistoles et arpente le pays, tu verras que c'est autrement plus beau dans les régions que ce que t'en disent les journaux régionaux à travers leurs textes provenant tout droit des relationnistes de l'ADQ. Il n'y a pas que « Lady Q » à l'horizon, il y a le Québec qui sera un jour un pays libre et libéré.

Et de grâce, n'attache plus la charrette de Jacques Ferron à ton élucubration adéquiste et n'évoque plus que le désenchantement de ta ténèbre, mon si pauvre VLB.

JEAN-PIERRE DURAND

LE COIN DU MASOCHISTE

On est tout autant maso à se délecter des discours moralisateurs des Pratte et Lysiane dans La Presse que de ceux des Barbara Kay et Jane Wong dans les journaux du ROC. Ma principale auto-flagellation de novembre a justement été de me pencher sur les élucubrations de ces deux scribouilleurs, un jour expliquant pour la millième fois aux Anglo « What does Quebec want », et se fendant en quatre le lendemain pour faire comprendre aux Québécois combien il est douillet de rester dans le plus meilleur pays du monde.



VOTRE MASO DE SERVICE VOUS REVIENT SUR LE PHÉNOMÈNE HENRY AUBIN. Aubin, ce chroniqueur que *The Gazette* nous présente comme son journaliste spécialisé aux affaires urbaines, mais qui fait plutôt dans la presse de combat, le gros de ses chroniques étant toujours orienté vers la sauvegarde des privilèges de la minorité anglo-québécoise. Celle du *West-Island* en particulier. Ce qui rend plausible si, quelques villes de ce bastion anglophone en venaient un jour à se fusionner, d'appeler « Aubintown » leur cité nouvelle tant ce soldat de tous

Elle n'établirait donc un statut de nation qu'aux seuls citoyens du Québec qui, avant 1960, s'appelaient « Canadiens-français ». On refuse d'y inclure ceux que *The Gazette* nomme « the non-francophones », Anglo, Néo-Québécois et autochtones confondus. Aubin fait partie de ceux qui entretiennent l'espoir qu'ils vont finir par gagner la bataille de la langue au Québec et s'en conviennent tous les jours en se promenant dans leur fief du *West-Island*. Ici, malgré que les enfants d'immigrants soient obligés de fréquenter l'école française, cela leur permet tout au moins de se dénicher un emploi chez McDonald's. Pour le reste, leur secondaire terminé, le gros d'entre eux se précipite vers les cégeps et universités anglaises. Dans ce *West-Island*, preuve est faite que la loi 101 est loin d'avoir atteint son objectif, celui d'intégrer les nouveaux Québécois à la culture majoritaire tant c'est celle de l'Autre Solitude qui, à chaque coin de rue, manifeste son omniprésence.

Il reste qu'en 2007, la menace séparatiste est toujours là. S'il fallait qu'il y ait un troisième référendum... Dans son texte du 2 décembre, Aubin rappelle que les résolutions

ger l'injustice qui, par exemple, fait qu'un propriétaire dont la résidence est située d'un côté de rue située à Montréal reçoit un compte de taxes drôlement plus salé que son voisin d'en face dont l'évaluation foncière est la même, mais dont la résidence est en territoire west-montais, en une ville dégagée de toute une gamme de services dont Montréal a l'obligation d'offrir à ses concitoyens.

Ce déséquilibre entre payeurs de taxes, on le retrouve à la grandeur de l'île à mesure qu'est apparue la nécessité de regrouper de nombreux services, tels le transport en commun, la police, les pompiers, le traitement des

Charest a tenu parole, mais en rendant les défusions difficiles

eaux usées. On a alors créé une Communauté urbaine de Montréal qui avait comme grand défaut de donner une surreprésentation aux villes autres que Montréal, compte-tenu de leur population respective. Au déséquilibre dans la taxation s'ajoutait un déficit démocratique, deux anomalies que Québec a attaqué en appliquant le principe d'une île, une ville. Si, en plus, le gouvernement Bouchard y voyait un moyen de casser à sa source les mouvements partitionnistes, comme le prétend Aubin, tant mieux, d'autant plus que, chez nos voisins ontariens, ce moyen de démocratiser les institutions municipales tant à Toronto qu'à Ottawa avait été appliqué sans coups férir.

Aubaineville (2/2)

les instants aura bien guerroyé contre toutes les formes du nationalisme québécois.

Dans son papier du 2 décembre, *Return of partition?*, notre fantassin écrit que, si les souverainistes se réjouissent de la résolution Harper reconnaissant que les Québécois forment une nation, c'est qu'ils n'en ont pas compris « the implications », sous-entendant ici la partition du Québec. Sa version anglaise appelle « Québécois » et non « Quebecers », les gens de cette nation: « That, this House recognizes that the Québécois form a nation within a united Canada. » Harper aurait ici entretenu volontairement l'ambiguïté.

partitionnistes de 1996 ont toutes été votées dans les villes du *West-Island* ayant une forte majorité de « non-francophones » et que ce n'est pas pour rien que le Parti québécois les a annexées à Montréal: « une fois cadennées, ces communautés dissidentes perdaient toute liberté. »

Dans le *West-Island*, l'opposition aux fusions était avant tout de nature ethnique, comme l'a confirmé Peter Trent en déclarant que ses compatriotes tiennent à garder leur ville parce que se sentant une société distincte au Québec. Le maire de Westmount avait intérêt à cacher que le gouvernement Bouchard voulait également corri-

La grande erreur de Bouchard a été d'avoir procédé à trop de fusions en même temps. L'a-t-il fait pour couvrir sa stratégie de couper l'herbe sous les pieds des séparatistes du *West-Island*? Peut-être. Il reste que bien des observateurs pensent que ce trop grand nombre de fusions lui a coûté le pouvoir en 2003. D'autant plus que Charest avait promis aux citoyens mécontents qu'ils pourraient retrouver leur ancienne ville. Devenu premier ministre, Charest a tenu parole, mais en rendant les défusions difficiles. En exposant le risque que couraient les pro-défusions, celui de ne contrôler que trente pour cent de leur compte de taxes, le reste étant à la discrétion du maire de Montréal.

Malgré la mise en garde, les citoyens de sept villes du *West-Island* ont accepté le défi. Mal leur en fit. Et que fait Henry Aubin depuis? Il n'en finit plus de répéter que les structures de Montréal sont antidémocratiques, exige du gouvernement du Québec qu'il favorise davantage l'expansion des institutions anglaises dans l'ouest de l'île contribuant ainsi à la disparition quasi-complète d'une véritable vie en français dans ces patelins. Les deux dossiers où notre fantassin guerroye le plus: celui de l'hôpital des Shriners où il exige de Québec qu'il cède davantage à leur perpétuel chantage de déménagement; celui des deux CHU, où Aubin exige que les travaux de celui de McGill commencent au plus sacrant, même si plusieurs groupes se demandent si le Québec a les moyens de se donner deux méga-hôpitaux.

Aubin ouvre son jeu. Il nous dit que si les villes du *West-Island* retrouvaient leur pleine autonomie, cela aiderait à ce que, advenant l'indépendance, elles se détachent un jour du Québec. Un Dumont promettant à ses villes qu'il abolirait le Conseil d'agglomération est mal placé pour faire la leçon à un Charest qui ne se sent pas obligé de défendre l'intégrité du territoire québécois. Et que dire d'un Parti québécois qui ne sait plus trouver la solution pour que ce coin de pays retrouve son caractère français. Il faudrait peut-être penser à bloquer le projet d'un méga-hôpital qui y augmentera encore plus l'emprise de l'anglais.

CLAUDE G. CHARRON

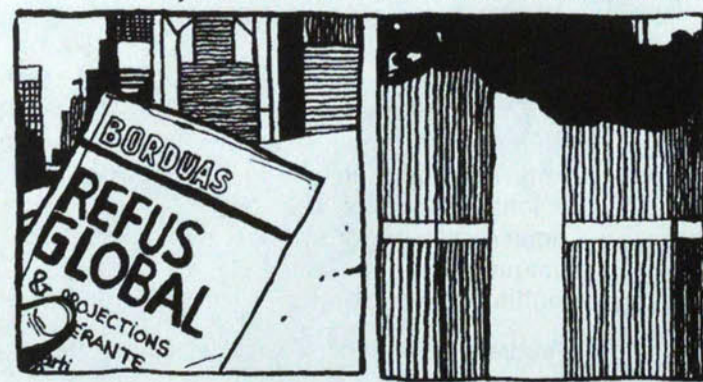
Une pipe pour la paix, est-ce bien suffisant? C'est du moins ce que croyaient les premières nations... Cette bande dessinée raconte l'histoire d'un homme et d'une femme: l'un ancien militant communiste arrivé à 50 ans, l'autre est jeune et en pleine possession de ses moyens.



La vitre brisée était de style art deco, mille dollars d'amende pour ne pas faire trois mois de taule. On nous traitait de terroristes marxistes. Trois jours au frais, mais la satisfaction de ne plus voir la face de vieux fascistes. À l'époque l'Allemagne fédérale elle, était devenue un immense champ de bataille...



Un coup de téléphone. L'éditeur pense mettre un terme à cette narration: confuse. Jamais, je ne pourrai expliquer à Bella, comment, je suis devenu aliéné mental, je suis devenu trash, m'écroulant avec le mur et le communisme.



«... Colonie précipitée dès 1760 dans les murs lisses de la peur, refuge habituel des vaincus; là, une première fois abandonnée. L'élite reprend la mer ou se vend au plus fort. Elle ne manquera plus de le faire chaque fois...» Borduas (À SUIVRE)

La guerre d'Irak, acte II

DERRIÈRE LA VOLONTÉ ALLÉGUÉE de réduire les « insurgés » irakiens par l'offensive en cours à Bagdad, une certaine reprise de la guerre d'Irak, rien de moins, se dissimule peut-être. Ce serait une rallonge d'urgence apportée à cette guerre censée terminée et victorieuse, et une tentative ultime de sauvetage de celle-ci.

Je ne doute pas que les pétrolières exigent, non pas qu'on en finisse avec cette guerre comme le souhaite de plus en plus l'opinion aux États-Unis, mais qu'on l'achève, ce qui est exactement le contraire.

Le « ratisage » en cours dans les quartiers de Bagdad serait donc une première offensive dans ce but, plus précisément un essai de relance ultime de la guerre ratée.

Dans cette hypothèse, essayer de faire cesser les attentats, d'arrêter l'anarchie, de venir à bout des terroristes, cela se doublerait d'un prétexte pour déclencher à nouveau les hostilités, de manière à sortir les États-Unis de l'impasse.

85.000 hommes, dont 50 000 Américains et 35 000 Irakiens, lancés surtout sur Bagdad, c'est une armée considérable. En outre, 20 000 hommes appelés en renfort de manière à porter à nouveau l'effectif total américain à 150 000 hommes, dans quel but tout cela, pensez-vous? Pour venir à bout des désordres, là où il n'y a maintenant qu'anarchie? Cela ne tient guère.

On ne remet pas de l'ordre dans un pays en proie à d'extrêmes divisions avec une armée, si ce n'est peut-être en opérant une conquête nouvelle de ce pays par une force de guerre capable de conduire à terme une invasion dont les buts ont été manqués. Cela expliquerait les 85 000, les 150 000 hommes. Cependant, il faut cacher cette extrémité aux États-Unis à l'heure actuelle. Donc on parle d'un simple « nettoyage ».

Un nettoyage? L'aviation américaine effectue des bombardements à Bagdad. La chasse aux insurgés exécutée du haut des airs, donc en anéantissant des arrondissements, des populations? Quant aux horreurs des opérations au sol, la censure les occulte sans doute avec soin.

L'un des avantages de l'initiative de Bush, de tout profit pour lui, consisterait à embarquer à nouveau son pays et l'électorat dans une aventure qui, une fois en route, irait nécessairement chercher l'appui de la population. Une nouvelle guerre égale une nouvelle solidarité! En effet, les citoyens ne peuvent remettre en cause les forces de leur pays en pleine guerre.

De plus, il ne faut pas oublier que la perspective de Bush embrasse tout le Moyen Orient, ce qui a été dit plusieurs fois. La guerre ne doit-elle pas rester active en vue de ces opérations futures? En ce cas, peut-on plier bagage, rapatrier les armées?

L'amplitude extraordinaire du déploiement militaire actuel en Irak oblige à supposer des buts correspondant à l'importance des effectifs en action, aviation comprise. Lance-t-on une armée, de terre, de l'air, dans une opération de police? Cette version n'a pas beaucoup de sens. Il faut imaginer autre chose.

PIERRE VADEBONCEUR

Thérapie choc

Environ 25% des soldats canadiens revenant d'Afghanistan souffrent de troubles mentaux. Conclusion médicale: un taux de *guerrison* de 75%!

Respect!

Lucie Aubrac, la grande résistante française, s'en est allée sous d'autres cieux le 14 mars dernier. C'est vrai qu'elle avait 94 ans, mais la perspective de voir Sarko, Ségo ou...l'autre (c'est quoi déjà son nom?) n'a pas dû l'encourager à rester.

L'immigration: « Pas dans ma cour »

DE HÉROUXVILLE AU QUÉBEC À PARIS, on assiste à un resserrement des règles d'immigration. Étrangement, ces règles marquées de plus en plus nettement du sceau de la xénophobie, semble s'appliquer plus durement à ceux qui vivent dans les pays les plus pauvres. Mais chez qui les touristes doivent être les bienvenus!

« Maudits »

Pour exploiter la main-d'œuvre de ces pays: pas de problème. On paye peu, les heures sont longues, les conditions sanitaires catastrophiques, les mesures de sécurité, nulles.

Pour piller les ressources naturelles afin de maintenir le niveau de vie au Nord, on ferme les yeux sur les méthodes d'extraction, la piètre qualité de vie des travailleurs, les bouleversements irréversibles à l'environnement, etc.

Des millions de personnes ne sont condamnées à leur conditions de vie minable que parce qu'elles habitent des territoires « maudits ». Maudits parce que ces citoyens ne comptent pas au nombre des citoyens du monde; ils n'ont pas le droit de circuler librement. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) impose la libre-circulation des biens et services pour augmenter les profits des multinationales alors que la libre-circulation des individus est interdite sauf si ces personnes sont monnayables.

Équitable... pour qui?

Bienheureux, les gens du Nord à qui le monde appartient et qui peuvent librement voyager de par le monde. Ne dit-on pas que les voyages ouvrent l'esprit au multiculturalisme et au rapprochement entre les peuples? Des milliards de dollars sont investis dans le tourisme. Le tourisme d'aventure, équitable, écologique gagne la faveur des adeptes du voyage. Les pays en développement accueillent comme une manne ces touristes qui viennent pour vivre l'aventure de la simplicité, négocier des pièces d'artisanat typiques du pays à vil prix en traitant les citoyens du Sud d'exploiteurs parce qu'ils tentent d'adapter le coût de leur labour à la capacité de payer des touristes. On trouve normal que les « pauvres » tra-

vailent des heures pour une bouchée de pain de misère. On trouve normal que le paysan, qui n'a rien, partage ou se prive de sa modeste pitance pour recevoir l'invité du Nord et en plus « il le fait avec le sourire », commente certains avec émerveillement. Parce que cette vie misérable c'est le bonheur de la vie simple, croit-on. Celui qui n'a que le sourire et la servitude pour survivre saura s'en servir pour cacher son amertume et le rebelle prendra le maquis.

Made in Africa

Combien ont été confrontés à l'arrogance des ambassades qui délivrent les visas dans les pays « pauvres »? Faire venir un ami, un artiste, un militant d'ONG, etc. est un défi pour qui ose le relever, parce que c'est épuisant. Qu'un pays ne veuille pas accueillir des crapules est sans doute légitime mais que tout le monde soit à priori traité en crapule est aberrant (avec des exceptions notables pour les dictateurs, crapules respectables). Les conditions exigées sont excessives et la raison invoquée est que tous ces gens prennent goût à notre mode de vie, à notre abondance et ne veulent pas retourner dans leur pays. Alors, ils coûtent cher à l'État, dit-on.

Combien savent qu'il est impossible pour un Africain de faire du tourisme même s'il en a les moyens? Pour sortir du pays, il faut un contrat de travail ou une raison reconnue comme la participation à des événements culturels ou autres. Faire la demande pour un contrat de travail est aussi une entreprise de patience, de ténacité et peu s'aventurent dans ce dédale bureaucratique dans les pays du Nord. Condamné pour être né sur le mauvais continent.

Combien savent que pour obtenir un visa dans une ambassade française en Afrique, le demandeur de visa sera photographié de face, de profil et on prélèvera ses empreintes digitales. Fiché, sans autre délit que son origine.

Que dirait-on en Occident, si les pays « pauvres » imposaient des mesures semblables aux touristes ou aux exploiters de richesses naturelles à rabais?

CLÔDE DE GUISE

Chronique « le Nord et le Sud »

Le Couac, ne reculant devant aucune terre inhospitalière pour vous informer, a envoyé au péril de leur vie deux de ses correspondants à l'étranger couvrir les antipode du globe pour vous. C'est ainsi que durant les prochains mois Ulysse Bergeron nous écrira du Nunavut canadien et Ève-Lyne Couturier de l'Afrique du Sud. Le concept? Un thème leur est imposé à chaque mois, et le lecteur du Couac se régale du choc des cultures, des contrastes et des dizaines de degrés Celsius qui les séparent!

Classes sociales – Luites sociales



Maître chez soi... et la langue avant tout.

Classes sociales? Même s'il en existe,

le terme semble plutôt inapproprié; il ne représente que trop mal la réalité nunavoise et arctique. Ici, il serait plus juste de parler de fracture culturelle. Car si les classes sociales existent bel et bien, celles-ci se profilent dans une matrice dont les contours sont de toutes évidences découpés par la culture. Et c'est en affirmant cette dernière que les Inuits désirent actuellement reprendre la place qui leur revient.

Au Nunavut, la population est constituée à près de 85% d'Inuits. Ces derniers sont dispersés aux quatre coins du Grand Nord, isolés pour plusieurs dans des petites villes et hameaux, coincés entre un mode de vie traditionnelle et une modernité qui leur rentre dedans de plein fouet.

On dira évidemment que la création du territoire, en 1999, découlait directement d'une volonté d'offrir au Peuple du Nord le contrôle de sa Terre. En inuktitut, Nunavut ne signifie-t-il pas « Notre Terre »? Peut-être s'agissait-il là d'une sorte de mea culpa pour faire oublier les déportations forcées au nom de la souveraineté canadienne et la stratégie d'assimilation déployée au cours des années 50? Toujours est-il que sept ans plus tard, la lutte des Inuits pour assurer leur survie culturelle se poursuit. La collision entre leur culture et la modernité a

été frontale et destructrice sur bien des plans.

À l'heure actuelle, les Inuits se tournent vers leurs langues pour renforcer et imposer – avec raison – leur culture. Ils déploient effort et énergie à mettre en avant l'inuktitut et l'inuinnaqtun, le plus grand groupe linguistique du Nunavut. Notons qu'à lui seul, l'inuktitut est la langue maternelle de 70% des Nunavummiut. Mais le combat est loin d'être terminé.

Le gouvernement du Nunavut s'est mis de la partie. Il s'est donné l'objectif ambitieux de faire de l'inuktitut la langue de travail de la fonction publique d'ici 2020. Une révision législative de la *Loi sur les langues officielles* est amorcée depuis plusieurs années. Elle devrait éventuellement aboutir à une nouvelle loi mieux adaptée à la réalité linguistique du Nunavut...

Non seulement les Inuits espèrent-ils de cette façon tenir d'une main ferme les rennes de leur destinée collective, mais ils souhaitent ainsi imposer leur rythme, leur façon de faire et leur culture dans un territoire qui est leur et qui ne doit leur échapper. Maîtres chez eux; voilà ce qu'ils désirent. Et à l'heure actuelle, où l'énorme potentiel en richesse naturelle du Nunavut attire de plus en plus d'entreprises du Sud, l'affirmation de leur présence et leur reconnaissance culturelle sont les vecteurs par lesquels ils s'imposent et empêcheront que le Nord se transforme sous leurs yeux, sans qu'ils puissent rien y faire.

ULYSSE BERGERON

Classes sociales – Luites sociales



« J'étais assise sur mon lit, me lavant dans un baquet et j'ai vu un homme à la télévision qui parlait des millions de rand que

l'Afrique du Sud avait faits depuis que Mbeki est devenu le président et je me suis dit: 'Eh man, où est cet argent? Qui le reçoit? Pourquoi est-ce que je suis encore en train de vivre comme un animal en cage? Je ne comprends pas quand le ministre dit qu'il va investir des millions de rand sur des maisons. Je comprends quand je vois un homme arriver avec des briques et du ciment.' Alors j'ai changé de poste et j'ai regardé Days of our Lives, ça, je comprends. »

- Priscilla Molohe, qui vit dans un camp de squatter, commente le budget de 2007 dans le *Weekly Mail*.

La lutte des races a longtemps éclipsé la lutte des classes en Afrique du Sud. Pendant de nombreuses années, l'ennemi était facile, la lutte évidente: il fallait arriver à un système où chaque habitant du territoire serait considéré comme un citoyen. En 1994, avec les élections libres, on y était croyait-on. Et pourtant...

Je reviens à peine d'un toyi-toyi en plein Johannesburg. Qu'est-ce qu'un toyi-toyi? C'est une manifestation pleine d'énergie, de chants et de danses pour revendiquer quelque chose. Aujourd'hui, 21 mars, c'est une journée spéciale. La journée était d'abord célébrée pour commémorer le massacre de 1960 à Sharpeville où 69 personnes furent tuées par la police pendant qu'ils manifestaient contre le système de pass, le système qui obligeait les noirs à posséder une espèce de passeport qui leur donnait la permission de circuler ou non. Se faire arrêter sans pass entraînait la déportation, même si le document était à la maison. Après la fin de l'apartheid, cette journée est devenue fériée en l'honneur des droits humains.

L'Afrique du Sud a enchaîné dans sa constitution une liste de droits humains, ce qui les rend constitutionnels. Parmi eux se trouvent le droit à un logement, à l'accès à de l'eau potable et à l'électricité. Malgré de nombreuses promesses, les 12 années de gouvernements de l'ANC n'ont pas réussi à faire de ces droits une réalité pour les personnes les plus pauvres, qui constituent la majorité du pays. C'est pour cette raison que nous avons dansé et chanté.

Le néolibéralisme fait ses ravages ici comme ailleurs, mais avec un baume de soudaine liberté. Bien entendu, cette liberté est l'apanage de ceux qui en ont les moyens. À la base, l'électricité est coupée tous les jours sans avertissement, l'eau est un bien comme les autres qu'il faut acheter avant d'utiliser, les maisons sont plus souvent qu'autrement des shack construits grâce à l'ingéniosité de leur propriétaire. Le taux de chômage au pays est de 40%. Dans mon township, ce chiffre grimpe à 80%. Certaines personnes se lèvent contre ses inégalités et tentent de rendre la vie des plus pauvres, et la leur, meilleures. D'autres sont en déni et, malgré l'absence d'action véritable du gouvernement à leur égard, continue à croire que ces « Comrades » luttent pour eux.

Mais la réalité, c'est que ce sont les projets qui émanent de la communauté, sans aucun soutien du gouvernement qui rendent la vie des gens tolérable. Ils entreprennent des projets de génération de revenus, fondent des coalitions de lutte à la privatisation, montent de toutes pièces des cliniques pour venir en aide aux personnes atteintes du VIH et du sida. L'argent, parce qu'il en faut toujours, provient de fonds internationaux.

Et pendant ce temps, le pays se réjouit de l'avancée des droits humains « grâce » au gouvernement...

ÈVE-LYNE COUTURIER

INTRODUCTION À L'ÉTHIQUE

11a/12 : ÉTHIQUES FÉMININES

Imaginez la terrible situation suivante.

ALORS QUE SA CONJOINTE est atteinte d'un grave cancer et va mourir, M. Heinz apprend qu'un pharmacien a inventé un médicament à base de radium qui la sauverait. Il s'empresse donc d'aller le voir; mais le pharmacien demande 2 000 \$ pour son médicament — qui ne lui a coûté que 200 \$ à produire.

M. Heinz ne peut réunir que 1 000 \$ et, après avoir expliqué sa situation au pharmacien, il propose de lui donner ce montant. Mais le pharmacien, bien décidé à s'enrichir avec sa découverte, refuse cette offre. M. Heinz promet alors de payer plus tard le reste de la somme. Le pharmacien refuse de nouveau. Désespéré, M. Heinz envisage de voler le médicament.

Serait-il juste qu'il le fasse ?

Kohlberg et les stades du développement moral

Lawrence Kohlberg (1927-1987) a longuement étudié le développement moral des enfants en les interrogeant sur de semblables « dilemmes moraux ». Ce qui l'intéressait, c'étaient non seulement les réponses données par les enfants, mais encore et surtout les justifications qu'ils avancent pour décider si une action était juste ou non.

Au terme de ses travaux, Kohlberg, très inspiré par Kant et par le psychologue suisse Jean Piaget (1896-1980), a soutenu qu'il existait des stades du développement moral, faisant progressivement passer de l'hétéronomie à l'autonomie rationnelle. Voyons cela à grands traits.

Il existerait six stades divisés également en trois types de moralité. Au plus bas de l'échelle, celui de la moralité pré-conventionnelle, les jeunes enfants ont d'abord (stade 1) des jugements moraux très hétéronomes, justifiés par la peur des punitions ou l'anticipation de récompenses; un peu plus âgés (stade 2), ils restent égocentriques et pragmatiques et cherchent à combler leurs

besoins (et parfois ceux des autres), mais dans une perspective « donnant-donnant ».

La moralité dite conventionnelle suit. Elle s'amorce par un moment (stade 3) dit « du bon petit garçon/de la bonne petite fille », où ce qui compte est de satisfaire les attentes du milieu, et se conclut sur un stade (4) orienté vers le respect de la loi et le maintien de l'ordre, vers l'autorité et les règles strictes et précises.

La moralité post-conventionnelle, qui suit, est celle de l'autonomie et de la recherche de principes indépendants des groupes et même de l'éventuelle appartenance à un groupe. Le stade 5 est le moment légaliste du contrat social — généralement avec tendance utilitariste. Le dernier stade est orienté par et vers des principes éthiques universels, que l'individu reconnaît et vit comme autant d'exigences intérieures.

Prenez le dilemme de Heinz. Un enfant au stade 1 pourrait dire qu'il ne devrait pas voler le médicament parce qu'il pourrait aller en prison. Une personne parvenue à la moralité post-conventionnelle pourrait dire qu'il peut le voler, parce que la vie d'une personne est plus importante que le profit que pourrait empocher une autre personne.

Ces travaux nous conduisent au véritable sujet que je veux aborder cette fois-ci, à savoir les éthiques féministes.

Les objections de Gilligan

Kohlberg avait en effet comme collaboratrice Carol Gilligan (1936-) et celle-ci fera à propos de ses travaux plusieurs troublantes observations suggérant qu'ils sont biaisés en faveur des garçons.

Non seulement les échantillons étaient-ils majoritairement constitués de garçons, dira-t-elle, mais encore et surtout le système de notation retenu était biaisé en faveur de réponses faisant intervenir des principes et *contre* des réponses se situant plutôt sur un plan « relationnel ». Gilligan pouvait ainsi expliquer une étonnante conclusion de Kohlberg, qui

pensait avoir constaté qu'en moyenne les filles parviennent à des stades de développement moral inférieurs à ceux des garçons.

Revenons au dilemme de Heinz. Des réponses typiques de garçons de 12 ans invoquent, en partie, des règles et des principes et semblent dès lors se situer

Gilligan soutient que les femmes ont une autre manière de penser et de pratiquer l'éthique

aux stades 4, voire 5. Elles sont donc présumées plus élevées sur l'échelle (et « meilleures ») que celles qui sont typiques des filles du même âge (et qui sont donc présumées inférieures), lesquelles refusent de faire de ce dilemme un froid conflit de règles et insistent pour le replacer dans un contexte interpersonnel.

Voici — par exemple et pour en juger — une réflexion caractéristique d'une jeune fille de 12 ans, que Kohlberg classerait sans doute, disons, au stade 3 :

« Heinz ne devrait pas voler. Il doit exister une autre solution. Il pourrait emprunter l'argent à des amis, aller voir une banque, ou autre chose... Il ne devrait pas voler, mais sa femme ne devrait pas mourir non plus... S'il vole le médicament, il sauvera peut-être sa femme, mais il ira peut-être en prison et alors sa femme pourrait devenir plus malade encore et il ne pourrait plus obtenir d'autres doses de médicament... Lui et le pharmacien devraient discuter et trouver une manière de réunir l'argent. »

Kohlberg a pris ces critiques au sérieux et revu ses échelles et ses échantillons. Cela fait, les garçons et les filles arrivaient en moyenne aux mêmes stades.

Gilligan, elle, a tiré une tout autre conclusion de ces observations. Selon elle, c'est parce qu'elle présuppose que les morales fondées sur des principes (morales utilitaristes ou déontologiques

qu'elle dira « masculines ») sont supérieures, que l'échelle de Kohlberg situe les femmes à un niveau moral inférieur. Mais est-ce juste de présupposer cela ?

Non, répond Gilligan, qui soutient que les femmes ont plutôt, typiquement, une autre manière de penser l'éthique, d'en parler (le très célèbre livre qu'elle écrira à ce sujet s'appelle d'ailleurs : *D'une voix différente*), et de la pratiquer, une manière moins axée sur les conséquences ou les principes que sur ce qu'elle nommera : la « sollicitude » (en anglais : *care*).

Les morales de la sollicitude (« *ethics of care* »), contrastées aux morales déontologiques ou utilitaristes, cette idée qu'il existerait, en éthique, une voix féminine et différente, tout cela est aujourd'hui très discuté et débattu. On pourrait présenter les idées au cœur de ces morales de la sollicitude à travers une série d'oppositions entre des termes qui représenteraient respectivement les manières typiquement féminine et masculine d'envisager l'éthique : personnelle-impersonnelle; partielle-impartiale; privée-publique; compassion-équité; naturelle-contractuelle; émotion-raison; concrète-universelle; responsabilité-droits; relationnelle-individuelle; solidarité-autonomie.

Mais existe-t-il vraiment une telle voix féminine? Si oui, comment l'expliquer? Et d'abord d'où vient-elle? Enfin, qu'est-ce que tout cela signifie plus concrètement pour l'éthique?

Toutes les réponses à ces questions sont controversées, comme on le verra la prochaine fois.

Pour en savoir plus :

GILLIGAN, C., *In a Different Voice: Psychological Theory and Women's Development*, Harvard University Press Cambridge, 1982. Traduction française : *Une si grande différence*, Flammarion, Paris, 1986.

NORMAND BAILLARGEON
baillargeon.normand@uqam.ca



QUETANGO,
Postango
(HeartMade/
Local)

Que voici un quatuor instrumental débordant d'imagination et de lyrisme. Violoncelle, guitare, contrebasse et percussions se conjuguent, s'opposent, se tiraillent et s'épaulent même dans un élan jazz très libre. De fait, ils refusent de s'en tenir à un style; à s'enfermer volontairement. Les titres des pièces évoquent d'ailleurs pertinemment le combat qui est le leur comme le nôtre: Étouffoir, Erreur, Oxydo, ou Distancia. Un disque qui compose avec nos angoisses et nos mots en offrant une amplitude musicale des plus vaste...

FIFTH HOUR HERO, Not revenge...
Just a viscious crush (No Idea)

Ces Québécois adeptes de punk mélodique sortent leur disque en Floride et en anglais mur à mur. Dommage, car leur son, parfois enrichi de lapsteel ou de cuivres, de voix de gars et celle d'une guitariste, Geneviève, s'avère tonique. Ses pièces musicalement inventives pourfendent des singeries et mimiques contemporaines qui contribuent à pourrir le globe. La pièce d'introduction, *Playing politics*, comme *The satisfaction of thinking* sont éclaircissantes!

ANICK, Katarak (Local) Dès le devant de la scène Anick, une femme éperonne ferme. Si les trois membres du trio métal-core composent les musiques, c'est elle qui tient la guitare, écrit les textes et éructe au micro. Dans la foulée de Danièle (La Cage de bruits), on assiste à un ensemble versatile qui, s'il ne ménage pas les montées de sève, n'en demeure pas moins souple dans des contorsions rythmiques et

des ambiances uniques. Musicalement les rebondissements sont remarquables et les textes (franco et anglo), inquiets des dérives actuelles, des compromis morbides sont parfois un peu brefs.

LES CHAUFFEURS À PIEDS, V –
Au studio des trois lits (Scorbut/Local)

Avec un pareil nom, nous voici parti pour une virée pedibus dans les arcanes d'un folklore aventure qui, jamais, ne fait dans l'esbrouffe. L'essentiel, la corde pincée gaillardement et le souffle frémissant, seul imprime en nous cette floppée de pièces toute instrumentales et florilège des veillées d'antans. De fait, pour ce cinquième opus ces ménestrels de Québec se sont adonnés à la simplicité volontaire musicale qui, toutefois, n'exclut pas l'usage d'instruments divers (mandoline, cor français, flûte à bec, etc.). Un disque durable...

PSYCHOCARAVAN,
À l'abri du convoi (L-Abe/Select)

Ce deuxième effort instrumental de rock vintage (psychédélique, surf, garage, country) s'avère aussi incandescent que fabuleux à oser décoller sans toutefois se perdre sur la lune. Le trio, Roger Miron (guitare), Jean Laroque (batterie, percus), Éric Rathé (basse, guitare, claviers) s'offre par ailleurs une illustration de pochette intérieure enflammée de Simon Bossé pour encore embellir un monde sonore déjà effervescent.

IMMACULATE MACHINE,
Les uns pas les autres
(Mint/Outside)

Distillant un rock alternatif tonique et usant de voix multiples et mixtes, le trio de Vancouver a, en soi, un attrait. Avec une approche musicale des plus lumineuse et en s'attachant avec sensibilité à rester imaginaire dans nos relations interpersonnelles, on jubile. D'autant plus que ce EP (limité à 500 ex.) offre des versions en français, parfois entièrement réinventées, de pièces de leur plus récent album; avec un résultat des plus vibrant.

THE DISCORD OF
A FORGOTTEN SKETCH
(New Romance for kids)

Résolument dissonant, noise-core, punk expérimental ce quatuor montréalais ne cherche aucunement à séduire. La démarche relève plutôt de l'audace et de l'esprit carnavalesque puisque dans un même morceau les changements abruptes sont souvent additionnés facétieusement. La voix, à l'instar d'un instrument, porte très loin et a quelque chose de, pour le moins, fébrile et urgent. Résolument hors des sentiers battus et bourrés de trouvailles inusitées.

JÉRÉMI MOURAND,
Vacher (Migratoire/ Local)

Bête de scène proche du clown, parolier enflammé et guitariste bricoleur Mourand, cartonne indéniablement avec ce second disque extrêmisant le bancal, l'effluve des ordures qui se languissent tout en multipliant les sourires mordants. Tour à tour rock, chanson, country, garage ou électronique, le cabochon s'en donne à cœur joie et c'est de ce foutoir que surgit des accents de bonheur incontrôlables; intempétifs. Phoque yaourt (art et auto dérision), Le mal nécessaire (apologie du voleur) ou Menotte moi (justice, amour et sado maso) scintillent tels des bijoux subversifs.

BRIGITTE ST-AUBIN,
Être... (L-Abe/Select)

Une chanteuse à la voix ample comme des bras ouverts qui, de ses textes, chatouille l'enfant naissant (Avec toi/Pour la première fois/ Avec toi/ Je suis au bord de la mère), dépeint l'amour autant que les colères, relate l'amitié qui se noue et s'évapore, etc. Enfourchant un vélo une vitesse antidéluvien en couverture, cette amazone propose un univers intime et une musique qui s'égrène pleine d'à-propos au rythme des évocations, ne ménageant pas, outre les guitares, basse, batterie et claviers multiples, quelques violons.

RAMON VITESSE

«La carte ci-bas a été envoyée par Bell Canada à l'un de nos collaborateurs après que celui-ci eut changé de compagnie de téléphone. Tout est vrai, même le " nous comptons les jours..." Une chance que leur petite communication précise qu'un règlement de l'industrie les empêche de communiquer avec leur ex-client pendant trois mois. Qu'est-ce que ce serait s'ils avaient le droit ? »

Je vous écris pour vous dire que nous sommes désolés de vous voir partir. Même si vous n'utilisez plus le service téléphonique résidentiel de Bell, nous ne vous oublions pas. Vous étiez un membre important dans la famille de Bell, et nous avons apprécié vous servir.

Malheureusement, un règlement de l'industrie nous empêche, pendant trois mois, de communiquer avec vous, afin de vous convaincre de revenir à Bell pour votre service téléphonique résidentiel. Nous comptons les jours jusqu'à ce que nous puissions le faire.

Sachez toutefois que le règlement ne vous interdit pas de nous appeler. Vous êtes donc libre de communiquer avec nous en tout temps, si vous souhaitez obtenir plus d'information sur notre service.

Cordialement,

Nicolas Gaudreau
Vice-président
Marketing Québec



C'était bien mieux avec vous

Vous aimez lire la satire du Couac ?

Vous adorerez écouter **Musironie, la radio-poubelle de gauche**, au www.musironie.com!

Chaque semaine, Alain St-Pierre, Guillaume Lévesque et Bob l'Aboyeur nous présentent les faits marquants des « grands médiocres », les « Bob nouvelles » de la semaine et les perles de l'actualité scientifique, tout ça bien sûr avec une bonne dose d'humour et de dérision!

Musironie est diffusé sur les ondes de Radio-Montréal (CIBL) 101,5 FM, le vendredi de 14 à 16 heures.





Mon vieux Tintin, tu dois donc t'apprêter à mourir



QUI PLUS EST, dans un pays qui ne te connaît même pas, ou si peu. Peut-être reste-t-il encore quelques vieux Chicagolais qui peuvent se rappeler ta triomphale lutte contre Al Capone et ses sbires, il y a plus de septante ans... Aujourd'hui, hélas, ce sont d'autres gangsters, autrement plus sophistiqués, qui te feront sous peu la peau. Ou plutôt l'âme, car c'est elle qu'ils vont détruire en détruisant en toi toute belgitude. Oui, tu étais belge et

européen. Ce qui ne t'interdisait pas d'être universel. Tu as parcouru maintes fois la planète, tu t'es frotté à toutes les canailles, mais bientôt, tu iras t'encanailler à Hollywood. On ne t'expulsera pas du plateau, comme Rastapopoulos l'avait fait dans un passage mémorable des *Cigares du pharaon*. Cependant, on ne te laissera pas non plus vivre des aventures modestes, à ton image, dans une atmosphère bon enfant et sympathique, comme lorsque tu arpentais les routes de Grèce et de Turquie en compagnie de Georges Wilson, un capitaine Haddock plus vrai que nature, à la recherche de la Toison d'Or. Non, fini la modestie, elle n'a pas place chez le roi Spielberg. Prépare-toi à une pléthore d'effets spéciaux, voire spécieux. En outre, tu devras oublier les *sapristi* et les *nom d'une pipe*, car il te faudra apprendre une langue qui n'a rien à voir avec tes origines. Oh, tu ne le savais pas? C'est pourtant vrai, Tintin: bientôt, dans la « version originale » de tes exploits nouvelle mouture, tu parleras exclusivement la langue de Mickey, ton vieux rival qui a déjà réussi à t'écraser dans ton propre pays (eh oui, le *Journal Tintin* n'existe plus, mais les enfants de Belgique et de France lisent encore le *Journal de Mickey!*). Et pour retrouver ta voix d'origine, tu devras te faire post-synchroniser. Je préfère t'avertir: ça te fera mal. Et à nous aussi, tes fidèles de 7 à 77 ans, qui en perdrons notre *latintin*.

C'est qu'on t'a vendu, Tintin. Te voilà sacrifié sur l'autel du profit. Peut-être eût-il mieux fallu que tu brûles sur le bûcher du *Temple du Soleil* plutôt que de subir pareille infamie. Tu as été trahi par les héritiers de ton pauvre père. Et particulièrement par ton beau-père, ce monsieur Nick Rodwell, qui veut, et je le cite, te « sortir du ghetto Belgique-France-Suisse-Pays-Bas ». Pourtant, à ce que je sache, tu es déjà connu de par le vaste monde, notamment au Québec, et même sur la Lune, que tu as visitée bien avant Neil Armstrong. Mais, que veux-tu, l'Étatsunien moyen n'a jamais entendu parler de toi. Comme tes cousins Astérix, Spirou ou même Lucky Luke – un cow-boy! Alors, voilà, exit l'authenticité, *here comes Tintin, the New American Hero*.

Voilà ce qui t'attend, mon vieux Tintin, toi qui fut l'un des derniers résistants à l'impérialisme culturel de l'oncle Sam. Il est trop tard, les dés sont pipés. Alors, si tu veux me faire plaisir, transmets ce message de ma part à papa Spielberg: il n'est qu'un moule à gaufres, un ectoplasme, le pire des bachi-bouzouks...

Peine perdue: je doute même qu'il comprenne ces mots. Il faudra lui faire un dessin.

DENIS DESJARDINS

critique de cinéma à la revue Séquences, Montréal

300... ou le nombre de raisons de ne pas voir ce film

À SPARTE, UNE DES CITÉS-ÉTATS DE L'EMPIRE GREC, l'homosexualité était pratique courante. En fait la conception de l'homosexualité n'existait pas, on pratiquait la sexualité comme on se gratte le nez. Deux tiers de la population était esclave. Les hommes rois et maîtres avaient droit de vie et de mort sur leurs enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Ils procréaient avec leur femme prisonnière du gynécée par obligation d'état, il fallait bien préserver la race; pour le plaisir c'était entre hommes. La Perse, l'Iran et l'Irak d'aujourd'hui sont le berceau de la civilisation. Cette culture a contribué au savoir humain par ses poètes, astronomes et mathématiciens entre autres. Dans le film, les Spartes sont tous sortis d'un magazine de musculation, presque nu... le visage à découvert, beau, bon, juste, viril et protecteur de la démocratie; ce sont des Archanges. Les Perses sont d'abord montrés masqués, couverts, sans famille ni enfants. Arrogants poilus et sale, à visage découvert ils ne sont plus tout à fait humain, ils deviennent anormaux et monstrueux comme le traître Sparte. À la fin du film, les Perses sont assimilés au loup difforme, une bête aux yeux de feu sortie droit de l'enfer, le Démon lui-même. On est prêt pour la guerre sainte du bien contre le mal. Amen.

écraser sous le pied. Les nazis dans leur propagande ont décrit les Juifs comme des rats. Ceci est le stade final de la préparation psychologique d'une population au meurtre. Le film 300 en contient en accéléré les 3 étapes, c'est-à-dire: le dénigrement, la dépersonnalisation et enfin l'animalisation.¹ Il est en effet difficile d'occire un semblable ou son égal. Ce film que l'on pourrait comparer au *Seigneur des anneaux* est bien moins innocent. Sous la patine artistique, les omissions et mensonges historiques se cache la haine. La haine de mon semblable. Cette orgie de violence télévisuelle est une indication de la dérive fasciste américaine, une opération psychologique gavée à la grosse pelle à fond la gorge pour nous rendre indifférent à d'éventuelles frappes nucléaire contre l'Iran.²

Ces humains du croissant fertile sont mes amis, ceux avec qui j'ai fait mes études, mes collègues de travail, mes voisins, les politiciens pour qui j'ai voté. Je ne peux... nous ne pouvons tolérer pareille barbarie! Il nous faut crier notre colère avant que n'arrive le silence des morts.

PATRICE ROY

Dans les mois qui ont précédé le génocide rwandais, on martelait à la radio nationale que les Tutsis étaient des cancrelats, que l'on devait

1.- SERGE TCHAKHOTINE, *Le viol des foules par la propagande politique*, tel Gallimard, 1952.

2.- www.mondialisation.ca



LES PASSES-MURAILLES, T.2 À tort et à travers (Humanoïdes Associés) de Cornette/ Oiry s'amuse à nous faire passer, à l'instar de quelques personnages doués, de leurs nouvelles en BD, à travers les murs. On y découvre, stupéfaction, que l'être humain a plus d'une face! Un peu comme dans L'AUTRE /DER ANDERE (folio bilingue) une nouvelle de

Schlink qui présente un homme découvrant peu après la mort de sa femme une correspondance d'un amoureux inconnu de lui. Est-ce là vraiment un échec amoureux? En allemand, l'autre vaut tant pour le masculin que le féminin d'où une compréhension démultipliée de la chose. LE JARDIN ARMÉ et autres histoires (Futuropolis) de David B. aborde les fixations belliqueuses dans une perspective onirique avec des relents cauchemardesques. L'auteur au dessin, tout à la fois naturaliste, un tantinet médiéval et surréaliste évoque fièvreusement l'opiniâtreté morbide à occire pour des motifs ahurissants; à guerroyer entêté. Afin de poursuivre sur la question des macchabés du cimetière tout en surenchérisant concernant les cryptozoïdes, embarquons dans l'univers de GEULE DE BOIS, 2. Dix petits golems (Lombard) de Foerster qui délire ferme avec un scénario où Woody Woodstock, alter ego de Pinnocchio, s'allie avec des golems afin de... de quoi donc déjà? La morale et l'éthique sont effectivement mis à mal dans cette histoire d'horreur décalée.

VALENTIN TARDI

Les enfants actifs : rien ne peut les arrêter

Quand on les habitue très tôt à un mode de vie sain et actif, les jeunes ont plus d'énergie et de confiance en eux pour relever les défis de demain.

Contactez-nous dès maintenant pour obtenir un Guide d'activité physique et pour en savoir plus sur les bienfaits de l'activité physique et de la pratique du sport. Découvrez aussi comment le nouveau **crédit d'impôt pour la condition physique des enfants** peut vous aider à faire bouger vos jeunes.

Pour plus de renseignements sur le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants, veuillez composer le 1 800 959-7383.

L'activité physique ... pour la vie!

canadiensensante.ca 1 800 O-Canada (1 800 622-6232)

Canada



Oaxaca : la tragédie continue

LE MEXIQUE, c'est connu, est un pays où les gouvernements n'ont pas trop de scrupules sur les méthodes qu'ils emploient pour réprimer les mouvements sociaux.

Ce qui se passe à Oaxaca, cependant, est, en grande partie, inédit. Après la répression féroce de la fin de l'année

dans le centre-ville et dans les banlieues, en se proclamant seul gouvernement légitime d'Oaxaca.

Le 1er août, face à la manipulation persistante de l'information, 2 000 femmes environ, en majorité des ménagères, des enseignantes et des étudiantes, prirent possession de la radio et de la télévision gouvernementales, en les transformant en outils de communication alternative ouverts à tous les secteurs sociaux.

La liste des morts augmentait, mais au lieu de reculer, le mouvement s'appropriait des espaces stratégiques, devenant une menace non seulement locale mais aussi nationale. On commença à parler de la « commune d'Oaxaca ».

Les choses se précipitèrent le vendredi 27 octobre quand furent tués Brad Will, journaliste indépendant d'Indymedia, et deux militants de l'APPO, dans le faubourg de Santa Lucia del Camino. Le coupable, un employé de Ruiz qui avait été filmé au moment où il tirait, sortit rapidement de prison. A l'heure actuelle, la version officielle

est encore que Brad a été tué par certains de ses camarades à cause de « rixes personnelles ». Au même moment, à quelques kilomètres de là, à Santa Maria Coyotepec (siège du gouvernement de Ruiz), la police massacra un nombre indéterminé de militants de l'APPO. Ce qui fait penser à une planification froide des deux crimes.

On sait que, dans une époque d'assassins, les victimes sont toujours coupables. Il ne faut donc pas s'étonner si les crimes de Ruiz ont ensuite été allégués par le gouvernement fédéral pour justifier l'irruption de la Police fédérale préventive (PFP), corps spécialisé dans les opérations anti-insurrectionnelles, qui était déjà intervenu à Atenco.

Le 28, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Carlos Abascal, lança un ultimatum :

l'APPO avait vingt-quatre heures pour démonter les barricades, quitter le centre historique et abandonner les bureaux du gouvernement.

Le dimanche 29, 4 000 policiers, appuyés par des hélicoptères et des blindés, marchèrent sur la ville, alors que 5 000 soldats prenaient position dans des points névralgiques des régions environnantes.

La résistance fut importante mais, vers 19 heures, la PFP arriva à dégager le zocalo (la place principale) et à reprendre possession des radios contrôlées par l'APPO, sauf Radio Universidad, dernier bastion de la communication indépendante. La ville ressemblait à un champ de bataille : véhicules en flammes, maisons détruites, routes creusées de tranchées. En outre, il y avait 60 détenus, deux victimes reconnues et un nombre indéterminé de desaparecidos [disparus].

Le jeudi 2 novembre, le Jour des morts, la PFP échoua dans sa tentative d'occuper la Cité universitaire et la barricade du carrefour Cinco Señores, place forte de l'APPO. Ce fut une victoire éclatante du mouvement, obtenue en grande partie grâce à l'inventivité des jeunes du quartier qui se défendirent des blindés armés de

cocktails Molotov, de frondes et de « bazookas » de plastique improvisés.

L'occasion de se venger se présenta quelques semaines plus tard, le 25 novembre, quand la PFP attaqua une manifestation pacifique de l'APPO. Bilan : 141 arrestations — en majorité de vendeurs ambulants et de passants totalement étrangers aux faits — et un nombre imprécis de morts non déclarés.

Le lecteur se demandera : pourquoi ne dénonce-t-on pas les victimes de la violence policière à Oaxaca ? La réponse est simple : les parents n'osent pas porter plainte.

Pour les détenus commence alors une histoire kafkaïenne : menaces, intimidations, tortures physiques, et psychologiques, violences sexuelles (sur les hommes, plus encore que sur les femmes). A quoi il faut ajouter le transfert — illégal — vers la prison de haute sécurité de Nayarit, à plus de mille kilomètres d'Oaxaca.

Bien qu'une grande partie des détenus aient ensuite été ramenés à Oaxaca, 62 personnes restent en prison. Toutes sont accusées des mêmes crimes (sédition, incendie, violation de la propriété privée, etc.), ce qui en dit long sur la façon de procéder de la justice mexicaine.

Aujourd'hui, Oaxaca vit dans un état de siège camouflé, mais la résistance continue. Les prisons clandestines, l'impunité, la terreur et les enlèvements rappellent les années sombres des dictatures militaires d'Amérique du Sud. Avec une nouveauté inquiétante : à la différence des groupes armés du passé, l'APPO est un mouvement essentiellement pacifique. Les 23 personnes assassinées (plus une centaine de disparus) sont d'un seul côté : celui du mouvement. Et les autorités se gardent bien d'arrêter les coupables.

Tout cela, et plus encore, est décrit dans les moindres détails dans le terrible Informe sobre los hechos de

Oaxaca (Rapport sur les événements d'Oaxaca), fait par la Commission civile internationale d'observation pour les droits humains (CCIODH), organisme international qui a visité Oaxaca entre le 20 décembre 2006 et le 20 janvier 2007. A l'appui de 400 témoignages environ, de dizaines de photos et documents et d'une vidéo, le document est disponible en ligne : <http://cciodh.pangea.org>

Sa lecture évoque une continuité perverse avec les événements d'Atenco, en mai 2006. Dans les deux cas, les pouvoirs locaux ont agi avec la complicité des pouvoirs fédéraux, et vice versa. Cela signifie que la responsabilité de ce qui arrive à Oaxaca n'est pas uniquement le fait du psychopathe Ruiz, mais aussi celui du gouvernement fédéral. Nous sommes face à une expérimentation de management social : face à l'insurrection de la contestation, le gouvernement « étudie » jusqu'à quel point il peut emprunter la voie de la répression violente. Seule la réponse combative de la société civile peut arrêter un jeu si pervers et irresponsable.

CLAUDIO ALBERTANI

Source : Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte http://cspcl.ouavon.org/article.php3?id_article=459

Pour un résumé des plus récents événements, dont la rafle policière du 19 mars dernier, voir au www.cmaq.net/fr/node/27040



PHOTO: BLANCA E. HERNANDEZ

2006, les journaux et télévisions du régime, depuis des semaines, font tout pour présenter une réalité idyllique, mais, sous les cendres d'une paix imposée par les armes, couvent quantité de braises.

Le conflit, de fait, présente de multiples aspects. Au premier rang desquels, Ulises Ruiz Ortiz, le gouverneur haï, du PRI, qui durant ces neuf derniers mois a déchaîné la terreur contre l'Assemblée populaire des peuples de l'Oaxaca (APPO).

Tout comme l'actuel président mexicain, Felipe Calderon, Ruiz est le produit d'une colossale fraude électorale. En 2004, à peine « élu », Ruiz — politicien vraiment hors série, à la fois faible, autoritaire et psychopathe — déclara la guerre au quotidien indépendant Noticias, faisant brûler les kiosques où il était en vente et occupant militairement son siège, sans toutefois arriver à le faire taire.

Ce fut ensuite le tour de la Section 22 du syndicat des enseignants — 70 000 adhérents —, organisme indépendant avec une vieille tradition de lutte. Dans la réalité de misère rurale qui règne à Oaxaca, la fonction de l'instituteur, comme facteur de conscience sociale, est très importante.

Le 14 juin 2006, Ruiz déchaîna un véritable déluge contre les enseignants qui avaient occupé le centre de la ville pour obtenir des améliorations salariales. En réponse, la population s'insurgea spontanément et, le 23, 400 organisations sociales environ créèrent l'APPO (Asemblea Popular del Pueblo de Oaxaca) forum permanent et organe de décision du mouvement. Le mot Pueblo fut significativement changé ensuite pour Pueblos, indiquant la pluralité des participants et l'exclusion explicite des partis politiques. Le mouvement s'unifia autour d'une seule revendication : chasser Ruiz. On institua une commission formée de délégués révocables, avec mission de mener les tractations avec le gouvernement fédéral. Face à l'absence de réponse claire, l'APPO répondit en occupant les bureaux du gouvernement, le palais de justice et le parlement local. Ruiz se retrouva dans la situation insolite de devoir opérer dans un état de semi-clandestinité.

Les élections du 2 juillet et l'agitation qui s'ensuivit firent passer au second plan ce qui se passait à Oaxaca. Ruiz pensa que le moment de contre-attaquer était venu. Il organisa alors les terribles « caravanes de la mort », c'est-à-dire des groupes de tueurs qui, à bord de fourgons et motos sans immatriculation, commettaient des crimes effroyables dans la plus totale impunité.

En réaction, l'APPO éleva des centaines de barricades



La démocratie sous forme de tanks

LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN A TOUJOURS LE MOT DÉMOCRATIE À LA BOUCHE. Les mérites incomparables de la vraie démocratie justifieraient cette insistance s'il n'y avait là tout autre chose. Dans la politique étrangère américaine, « démocratie » est devenu le contraire de ce que le mot désigne. Les USA le promènent partout, avec tanks, avions, marines et menaces d'invasion.

Le concept de démocratie est maintenant l'étendard de l'arbitraire impérialiste et de ses corollaires : violations répétées du droit international, domination des peuples, guerres de conquête, vol à main armée des ressources énergétiques des nations, installation de gouvernements « démocratiques » fantoches comme en Irak et en Afghanistan. C'est un beau programme. Le mensonge est extrême.

Bush, donc, ne dit pas deux phrases sans prononcer le mot démocratie. Mais il ne s'en sert nullement contre des dictatures de droite, Pakistan, Arabie saoudite, divers émirats, ou encore des pays solidement tenus dans le giron américain par des régimes sournoisement antidémocratiques mais liés aux États-Unis par l'instrument des multinationales.

Pour l'application de la politique « démocratique » internationale des Américains, il y a trois règles. (1) Si l'on est devant des dictatures de droite, on ne leur touche pas, (2) Si l'on a affaire à une dictature de gauche comme à Cuba, on conspire pour son renversement. (3) S'il s'agit d'une démocratie de gauche, on fait tout pour la

briser, avec le concours de la CIA, comme au Chili d'Allende en 1973. Allende abattu par Pinochet le dictateur sanguinaire, qu'on n'inqüétera pas le moins du monde. De nos jours, l'homme à abattre, c'est Chavez, élu démocratiquement mais carrément à gauche et coupable de nationaliser les pétrolières.

Démocratie ! Démocratie ! Prononcez deux fois de suite le mot et l'on sait tout de suite que vous êtes contre. Mais avec le mensonge, le message passe. Les médias l'absorbent, sans faire de grimace, comme un cocktail.

Tout cela est d'une perversité extraordinaire. Chose incroyable, les États-Unis réussissent à corrompre l'idée même qui la fonde ! Elle milite directement contre sa propre raison d'être en l'invoquant. Washington se sert de son acte de naissance un peu partout pour baptiser démocratiquement des suppôts de sa puissance.

« Démocratie » est actuellement le cheval de Troie de l'impérialisme. Le monde, depuis plus de deux siècles, attendait beaucoup de l'Amérique. Voici que la démocratie est devenue, sous le vocable même dont les États-Unis sont issus, la signature sémantique de leur trahison.

Le mot démocratie, ainsi galvaudé de par le monde, a pris un sens plus que suspect sous cet éclairage, celui d'une machine de guerre. On ne peut plus l'entendre qu'avec la plus grande défiance.

PIERRE VADEBONCEUR

écosociété

NOUVEAUTÉS

NANCY J. TODD
Écodesign: des solutions pour la planète
L'aventure du New Alchemy Institute

PEGGY ANTROBUS
Le mouvement mondial des femmes
Collection Enjeux Planète

Collection Actuels

Collectif sous la direction de ROMÉO BOUCHARD
L'éolien. Pour qui souffle le vent ?
L'éolien, bon ou mauvais ? Pourquoi ? Pour qui ? Comment ? Enfin un livre pour nous éclairer sur ce débat crucial.
Disponible en librairie le 11 avril 07

CEPS (Collectif d'Étude sur les Pratiques Solidaires)
La consommation responsable
Entre bonne conscience individuelle et transformations collectives
La consommation responsable est-elle au service du néolibéralisme ?
Lancement le 24 avril à la librairie Paulines, 2653, rue Masson, 19h30.

www.ecosociete.org